

PROJET DE LOI

adopté

le 15 décembre 1990

N° 65  
**S É N A T**

---

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1990-1991

---

---

**PROJET DE LOI**

MODIFIÉ PAR LE SÉNAT

*d'actualisation de dispositions relatives*  
**à l'exercice des professions commerciales et artisanales.**

**(Urgence déclarée.)**

*Le Sénat a modifié, en première lecture, le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en première lecture après déclaration d'urgence, dont la teneur suit :*

---

Voir les numéros :

Assemblée nationale (9<sup>e</sup> législ.) : 1694, 1764 et T.A. 414.

Sénat : 141, 153 et 169 (1990-1991).

Article premier.

..... Conforme .....

Art. 2.

Il est inséré, après l'article 29 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat, un article 29-1 ainsi rédigé :

**« Art. 29-1. — Pour la détermination des seuils de superficie prévus au 1° de l'article 29 ci-dessus, il est tenu compte de tous les magasins de commerce de détail qui font partie ou sont destinés à faire partie d'un même ensemble commercial.**

**« Sont regardés comme faisant partie d'un même ensemble commercial, qu'ils soient ou non situés dans des bâtiments distincts et qu'une même personne en soit ou non le propriétaire ou l'exploitant, les magasins qui sont réunis sur un même site et qui :**

**« — soit ont été conçus dans le cadre d'une même opération d'aménagement foncier, que celle-ci soit réalisée en une ou en plusieurs tranches ;**

**« — soit bénéficient d'aménagements conçus pour permettre à une même clientèle l'accès des divers établissements ;**

**« — soit font l'objet d'une gestion commune de certains éléments de leur exploitation, notamment par la création de services collectifs ou l'utilisation habituelle de pratiques et de publicités commerciales communes ;**

**« — soit sont réunis par une structure juridique commune, contrôlée directement ou indirectement par au moins un associé, exerçant sur elle une influence au sens de l'article 357-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, ou ayant un dirigeant de droit ou de fait commun. »**

Art. 2 bis.

..... Supprimé .....

Art. 3 et 3 bis.

..... Conformes .....

Art. 3 *ter*.

Par dérogation aux articles 10 et 11 de la loi n° 83-557 du 1<sup>er</sup> juillet 1983 portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance, les mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance en fonction lors de la promulgation de la présente loi sont prorogés d'un an à compter de leur date normale d'expiration.

Toutefois, dans le cas d'une fusion de caisses d'épargne et de prévoyance, lorsque l'agrément de la caisse résultant de la fusion par le comité des établissements de crédit a été obtenu antérieurement à l'expiration du délai visé au premier alinéa, les mandats des membres du conseil d'orientation et de surveillance issu de l'application de l'article 11-1 de la loi n° 83-557 du 1<sup>er</sup> juillet 1983 précitée expirent quatre mois après notification de la décision d'agrément par le comité des établissements de crédit. Les conseils consultatifs sont renouvelés préalablement au renouvellement du conseil d'orientation et de surveillance.

Les mandats des membres des organes statutaires élus par l'assemblée générale du centre national des caisses d'épargne et de prévoyance sont prorogés jusqu'au 30 mars 1992.

Les fusions de caisses d'épargne doivent être réalisées préférentiellement dans le cadre territorial des régions.

Art. 3 *quater*.

..... Conforme .....

Art. 4.

Il est inséré, dans la section I du chapitre III du titre V de la deuxième partie du livre premier du code général des impôts, après l'article 1648 A, un article 1648 AA ainsi rédigé :

« Art. 1648 AA. — I. — La taxe professionnelle afférente aux magasins de commerce de détail, qui sont créés ou qui font l'objet d'une extension en exécution d'autorisations délivrées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1991 en application des dispositions des 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> de l'article 29 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat, est soumise à une répartition intercommunale dans les conditions définies aux II, III et IV du présent article. Cette répartition ne s'applique qu'aux établissements dont l'autorisation au titre de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 précitée et, s'il y a lieu, le permis de construire, sont devenus définitifs.

« La répartition prévue au premier alinéa s'effectue entre les communes dont tout ou partie du territoire se trouve à une distance de 10 kilomètres d'un point quelconque de l'ensemble commercial. Cette distance est portée à 15 kilomètres lorsque la surface de vente des magasins concernés est égale ou supérieure à 5 000 mètres carrés.

« Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont applicables ni dans les départements dont la densité de population excède 1 000 habitants au kilomètre carré, ni aux magasins d'une surface de vente inférieure à 5 000 mètres carrés lorsqu'ils sont situés en tout ou partie dans une commune de plus de 40 000 habitants ou dans un canton d'une densité de population supérieure à 400 habitants au kilomètre carré.

« II. — Les bases communales de taxe professionnelle correspondant aux créations et extensions d'établissements résultant soit d'une construction nouvelle, soit de la transformation d'un immeuble déjà existant sont, après application s'il y a lieu des dispositions des premier et troisième alinéas du I de l'article 1648 A ci-dessus, taxées directement, à concurrence de 80 % de leur montant, au profit du fonds départemental de la taxe professionnelle prévu au premier alinéa du I du même article, selon le taux communal de taxe professionnelle.

« Lorsque les communes bénéficiaires au titre du I ci-dessus sont situées dans des départements distincts, les sommes perçues selon les modalités prévues au précédent alinéa sont réparties entre les fonds de chacun des départements concernés en proportion de la population de ces mêmes communes.

« Le pourcentage fixé au premier alinéa s'applique :

« a) dans le cas d'une création d'établissement, à la totalité des bases de l'établissement imposables au profit de la commune ;

« b) dans le cas d'une extension d'établissement, à la fraction des bases d'imposition de l'ensemble de l'établissement qui correspond à l'augmentation de la surface de vente autorisée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1991.

« Les dispositions des alinéas qui précèdent ne peuvent entraîner, au titre de chacun des établissements imposables, une diminution, par rapport à l'année précédente, des bases taxées au profit de la commune intéressée, sauf lorsque l'application de ces dispositions résulte d'une décision de justice.

« III. — Les sommes que le ou les fonds départementaux de la taxe professionnelle perçoivent en application des dispositions du II du présent article sont :

« 1° à concurrence de 85 % de leur montant, réparties, conformément aux dispositions du IV ci-après, entre les communes bénéficiaires au titre du I ci-dessus ;

« 2° pour le surplus, versées à un fonds départemental d'adaptation du commerce rural créé dans chaque département.

« IV. — La répartition prévue au 1° du III ci-dessus est faite en proportion des populations des communes intéressées, sans que le versement puisse excéder, pour chacune des communes autres que la commune ou les communes du lieu d'implantation de l'ensemble commercial, 50 % des sommes à répartir.

« Sont toutefois exclues de la répartition visée au deuxième alinéa du paragraphe I ci-dessus, à l'exception de la commune d'implantation, la ou les communes dont les bases de taxe professionnelle par habitant pour les magasins de détail créés depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 précitée, dont la surface de vente est supérieure à 1 500 m<sup>2</sup> dans les communes de plus de 40 000 habitants ou à 1 000 m<sup>2</sup> dans les autres communes, excèdent le double de la moyenne des bases de taxe professionnelle des magasins soumis aux mêmes seuils dans les communes bénéficiaires.

« Lorsque la somme qui doit résulter de la répartition pour une commune est inférieure à 1 000 F, le versement de cette somme n'est pas effectué.

« Les sommes non distribuées en application des dispositions des trois alinéas précédents viennent en augmentation des sommes à répartir entre les communes qui peuvent encore bénéficier de la répartition.

« V. — Les sommes perçues au profit du fonds départemental d'adaptation du commerce rural sont réparties par une commission départementale d'adaptation du commerce rural.

« Cette commission est présidée par le président du conseil général ; elle comprend en outre :

« — six maires désignés par l'association départementale des maires ;

« — trois représentants du conseil général désignés en son sein par celui-ci ;

« — un représentant de la chambre de commerce et d'industrie ;

« — un représentant de la chambre des métiers.

« La répartition prévue au premier alinéa du présent V doit avoir pour objectif le maintien d'une présence commerciale harmonieuse en zone rurale.

« VI. — Les modalités d'application des dispositions qui précèdent sont fixées par décret en Conseil d'Etat. »

Art. 4 bis.

..... Supprimé .....

Art. 4 ter.

..... Conforme .....

Art. 5.

Les deuxième, troisième, sixième et huitième alinéas de l'article 6 de la loi n° 89-18 du 13 janvier 1989 portant diverses mesures d'ordre social sont ainsi modifiées pour les embauches réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1991 :

I A. — La première phrase du deuxième alinéa est complétée, *in fine*, par les mots : « , ainsi que, dans les mêmes conditions, les gérants de société à responsabilité limitée qui ne possèdent pas plus de la moitié du capital social et ne bénéficient pas de cette exonération à un autre titre ».

I B, I C, I et II. — *Non modifiés* .....

*Délibéré, en séance publique, à Paris, le 15 décembre 1990.*

*Le Président,*

*Signé : ALAIN POHER.*